

ROYAUME DU MAROC
Région Fès –Meknès



MARCHÉ RECONDUCTIBLE N°... /2019

APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRES DE PRIX N°62RFM/2019
Relatif à :

***Assurance incendie et responsabilité
civile des locaux et des matériels(seige
et annexe) du Conseil de la Région
Fès Meknès***

**CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES
(C.P.S)**

Appel d'offre réservé à la petite et moyenne entreprise

Appel d'offres ouvert sur offres de prix, en application des dispositions de l'article 7, l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 16, du paragraphe 1 de l'article 17 et l'alinéa 3 du paragraphe 3 de l'article 17 du décret n° 2-12-349 du 08 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

Assurance incendie et responsabilité civile des locaux et des matériels(seige et annexe)du Conseil de la Région Fès Meknès

Marché N°/2019

Marché passé par appel d'offres ouvert sur offres de prix, en séance publique, en application des dispositions de l'article 7, l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 16, du paragraphe 1 de l'article 17 et l'alinéa 3 du paragraphe 3 de l'article 17 du décret n° 2-12-349 du 08 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

ENTRE LES SOUSSIGNES :

ENTRE,

LE PRESIDENT DU CONSEIL DE LA REGION FES-MEKNES

Désignée ci-après par le terme "maître d'ouvrage",

D'une part

ET

1. Cas d'une personne morale

M.qualité

Agissant au nom et pour le compte de.....en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.

Au capital social Patente n°

Registre de commerce deSous le n°

Affilié à la CNSS sous n°

Faisant élection de domicile au

Compte bancaire n° (RIB sur 24

positions).....ouvert auprès
de.....

Désigné ci-après par le terme « Prestataire de service ».

D'autre part

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT

Assurance incendie et responsabilité civile des locaux et des matériels(seige et annexe) du Conseil de la Région Fès Meknès.

Marché N°/2019

Marché passé par appel d'offres ouvert sur offres de prix, en séance publique, en application des dispositions de l'article 7, l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 16, du paragraphe 1 de l'article 17 et l'alinéa 3 du paragraphe 3 de l'article 17 du décret n° 2-12-349 du 08 jomada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

ENTRE LES SOUSSIGNES :

ENTREE LES SOUSSIGNES :

Monsieur le président du Conseil Régional de FES-MEKNES, agissant au nom et pour le compte de la Région de FES-MEKNES, désignée ci-après indifféremment par le maitre d'ouvrage ou l'administration.

Et

2. Cas de personne physique

M.

Agissant en son nom et pour son propre compte.

Registre de commerce deSous le n°

Patente n°

Affilié à la CNSS sous n°

Faisant élection de domicile au

Compte bancaire n°(RIB sur 24 positions)..... ouvert auprès de.....

Désigné ci-après par le terme «**Prestataire de service** ».

D'autre part

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIV

Assurance incendie et responsabilité civile des locaux et des matériels (seige et annexe) du Conseil de la Région Fès Meknès

Marché N°/2019

Marché passé par appel d'offres ouvert sur offres de prix, en séance publique, en application des dispositions de l'article 7, l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 16, du paragraphe 1 de l'article 17 et l'alinéa 3 du paragraphe 3 de l'article 17 du décret n° 2-12-349 du 08 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

ENTRE LES SOUSSIGNES :

ENTREE LES SOUSSIGNES :

Monsieur le président du Conseil Régional de FES-MEKNES, agissant au nom et pour le compte de la Région de FES-MEKNES, désignée ci-après indifféremment par le maître d'ouvrage ou l'administration.

Et

3. Cas d'un groupement

Les membres du groupement soussignés constitués aux termes de la convention

.....(les références de la convention)..... :

• Membre 1 :

M.qualité

Agissant au nom et pour le compte de.....en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.

Au capital social Patente n°

Registre de commerce deSous le n°

Affilié à la CNSS sous n°

Faisant élection de domicile au

Compte bancaire n°(RIB sur 24 positions).....ouvert auprès de.....

• Membre 2 :

(Servir les renseignements le concernant)

- -
.....

- Membre n :

-
.....

Nous nous obligeons (conjointement ou solidairement, selon la nature du groupement) ayant

M..... (prénom, nom et qualité) en tant que
mandataire du groupement et coordonnateur de l'exécution des prestations, ayant un compte bancaire commun sous
n° (RIB sur 24 positions)..... ouvert auprès de
.....

Désigné ci-après par le terme « **Prestataire de service** ».

D'AUTRE PART

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIV

Table des matières

CHAPITRE I : DISPOSITIONS GENERALES	6
ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE	6
ARTICLE 2 : MODE ET PROCEDURE DE PASSATION DU MARCHE	6
ARTICLE 3 : CONSISTANCE DES PRESTATIONS DE SERVICES	6
ARTICLE 4 : TYPE DU MARCHE	6
ARTICLE 5 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE - TEXTES GENERAUX – TEXTE SPECIAUX ..	6
ARTICLE 6.-VISITE DES LIEUX	7
ARTICLE7 : ORDRE DE SERVICE	7
ARTICLE 8: CAUTIONNEMENT PROVISOIRE ET DEFINITIF	7
ARTICLE 9: RETENUE DE GARANTIE	8
ARTICLE10: VALIDITE DU MARCHE ET DELAI D’APPROBATION	8
ARTICLE 11 : DELAI D’EXECUTION – PENALITES DE RETARD	8
ARTICLE 12 : NANTISSEMENT	9
ARTICLE 13 : DOMICILE DU TITULAIRE	9
ARTICLE 14 : ASSURANCES ET RESPONSABILITES	9
ARTICLE 15 : NATURE DES PRIX	9
ARTICLE 16 : RECEPTION DU MARCHE	9
ARTICLE 17 :CONDITION ET MODALITES DE PAIEMENT	9
ARTICLE18 : RESILIATION DU MARCHE	10
ARTICLE19 : LITIGES	10
CHAPITRE II : DISPOSITIONS GENERALES SPECIFICATIONS TECHNIQUES	11
ARTICLE20 : ASSURANCE D’INCENDIE	11

CHAPITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE

Le présent marché a pour objet : **Assurance incendie et responsabilité civile des locaux et des matériels (siège et annexe) du Conseil de la Région Fès Meknès**

ARTICLE 2 : MODE ET PROCEDURE DE PASSATION DU MARCHE

Marché passé par appel d'offres ouvert sur offres de prix, en séance publique, en application des dispositions de l'article 7, l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 16, du paragraphe 1 de l'article 17 et l'alinéa 3 du paragraphe 3 de l'article 17 du décret n° 2-12-349 du 08 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

ARTICLE 3 : CONSISTANCE DES PRESTATIONS DE SERVICES

Les assurances à souscrire au titre du présent marché consistent en ce qui suit :

Assurances responsabilités civiles des locaux (siège et annexe) du Conseil de la Région Fès Meknès

Assurances incendies pour :

Tous les bâtiments administratifs, (siège et annexe) du Conseil de la Région Fès Meknès

La totalité de matériels et mobiliers de bureaux, matériels techniques, matériels informatiques se trouvant dans les bureaux des bâtiments (siège et annexe) du Conseil de la Région Fès Meknès ;

ARTICLE 4 : TYPE DU MARCHE

Vu que les prestations objet du présent marché présentent un caractère prévisible, répétitif et permanent, le présent marché **est reconductible** et sera renouvelé par tacite reconduction d'année en année sans que sa durée totale puisse excéder **trois années** et ce conformément à l'article 7 du décret n° 2-12-349 du 20 mars 2013.

La non reconduction du marché reconductible est prise à l'initiative de l'une des deux parties

Au marché moyennant un préavis dont les conditions sont fixées par le cahier des prescriptions

Spéciales afférent au marché. Elle donne lieu à la résiliation du marché.

ARTICLE 5 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE - TEXTES GENERAUX – TEXTE SPECIAUX

Les obligations du concurrent pour l'exécution des prestations, objet du marché résultent de l'ensemble des documents suivants :

a) pièces constitutives du marché :

1. L'acte d'engagement ;
2. Le présent cahier des prescriptions spéciales ;
3. Le Bordereau du prix global et décomposition du montant global
4. Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de Services exécutés pour le compte de l'Etat (CCAG-EMO).

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché. Ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

b) Textes Généraux :

Les parties contractantes du marché sont soumises aux dispositions des textes suivants :

1. Dahir n°1-15-83 du 20 ramadan 1436 (7 juillet 2015) portant promulgation de la loi organique n° 111-14 relative aux régions
2. Le décret N°2-12-349 du 08 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.
3. Le décret n° 2.01.2332 du 22 rabii I 1423 (4 juin 2002) approuvant le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre passés pour le compte de l'Etat(C.C.A.G-EMO).
4. Le Décret n° 2.17.449 en date du 23 Novembre 2017 relatif à la comptabilité publique des régions et de leurs groupements ;
5. Décret n° 2-16-344 du 22-07-2016 fixant les délais de paiement et les intérêts moratoires relatifs aux commandes publiques
6. Le dahir n° 1-15-05 du 29 rabii II 1436 (19 Février 2015) portant Promulgation de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics.
7. Le décret n° 2-14-343 du 24 juin 2014 fixant le salaire minimum dans l'industrie, le commerce, les professions libérales et l'agriculture

8. La circulaire n° 75/IGSA du 22 Janvier 1982 relative à la réglementation et la législation du travail
9. La loi N°30-85 relative à la taxe sur la valeur ajoutée promulguée par le dahir n°1/85/347 du 7 Rabiaa II 1407 (20-12-1986), le présent marché est soumis à la TVA. Arrêté du ministre de l'économie et des finances n° 3011-13 du 24 hijra 1434 (30-10-2013) portant application de l'article 156 du décret n° 2-12-349 du 8 jourmada I 1434 (20 Mars 2013) relatif aux marchés publics.
10. Loi n° 53-00 formant charte de la petite et moyenne entreprise

Si les textes généraux prescrivent des clauses contradictoires, L'assureur devra se conformer aux plus récents d'entre eux. L'entrepreneur attributaire du présent marché devra se procurer ces documents s'il ne les possède déjà et ne pourra en aucun cas exciper de l'ignorance de ceux-ci pour se dérober aux obligations qui y sont contenues.

c) Textes spéciaux :

1. Dahir n° 1.02.238 du 03/10/2002 portant promulgation de la loi n° 17.99 portant code des assurances.
2. Décret n° 2.04.355 du 02/11/2004 pris pour l'application de la loi n° 17.99 portant code des assurances. (B.O 5262 du 04/11/2004).
3. Décret n° 2.03.50 du 22/05/2003 pris pour l'application du titre (III) du livre (II) et du titre (X) du livre (III) de la loi 17.99 portant code des assurances.
4. Circulaire n° 397.CAB du 05/12/1980 objet : relatif aux assurances des risques situés au Maroc. Tous les textes réglementaires ayant trait aux marchés de l'Etat rendus applicables à la date de signature du marché.
5. Dahir n° 1-14-190 du 6 rabii I 1436 (29 décembre 2014) portant application de la loi n° 18-12 relatif à la réparation des accidents du travail.
6. L'arrêté du Ministre des finances et de la privatisation n°2240-04 du 27décembre 2004 relatif aux Contrats d'assurance

L'assureur devra se procurer ces documents s'il ne les possède pas et ne pourra en aucun cas exciper de l'ignorance de ceux-ci et se dérober aux obligations qui y sont contenues.

ARTICLE 6.-VISITE DES LIEUX

Avant la remise de son offre, le prestataire déclare :

Avoir apprécié l'importance des biens à assurer, (mobiliers contenu dans le siège et l'annexe, les agencements, les installations de toute nature. ... Etc.) ; de l'emplacement du siège et de l'annexe, des accès, des alimentations en eau, en électricité et toutes difficultés qui pourraient se présenter en cours d'exploitation des locaux administratifs du Conseil de la Région Fès Meknès

- Avoir visité les lieux des locaux administratifs du Conseil de la Région Fès Meknès,
- Avoir pris pleine connaissance de l'importance des capitaux à garantir,
- Avoir fait préciser tous points susceptibles de contestation ;
- Avoir fait tout calcul et tout détail,
- N'avoir rien laissé au hasard pour déterminer la prime annuelle d'assurance et de nature à donner lieu à discussion.

Le titulaire ne pourra en aucun cas formuler de réclamations basées sur une reconnaissance insuffisante des lieux et des conditions d'exécution.

La visite des lieux est prévue à la date indiquée dans l'avis d'appel d'offres

ARTICLE7 : ORDRE DE SERVICE

Conformément à l'article 9 du C.C.A.G.-E.M.O Le titulaire du présent Marché doit se conformer strictement aux ordres de service, lettres et instructions qui lui seront notifiés par l'administration, et ce conformément aux réglementations en vigueur.

ARTICLE 8: CAUTIONNEMENT PROVISOIRE ET DEFINITIF

Conformément à l'article 12 du C.C.A.G.-E.M.O Le cautionnement provisoire du présent marché est fixé à **Deux Mille Dirhams (2 000,00DHS).**

Cautionnement définitif : Le cautionnement définitif est fixé à trois pour cent (3%) du montant initial du marché. Il doit être constitué dans les 30 jours qui suivent la notification de l'approbation du présent marché.

ARTICLE 9: RETENUE DE GARANTIE

Aucune retenue de garantie ne sera prélevée.

ARTICLE 10: VALIDITE DU MARCHE ET DELAI D'APPROBATION

Le présent marché ne sera valable, définitif et exécutoire qu'après son approbation par le Président de La Région Fès-Meknès.

L'approbation du marché doit être notifiée à l'attributaire dans un délai maximum de 75 jours (Soixante-quinze jours) à compter de la date d'ouverture des plis. Dans le cas où le délai de validité des offres est prorogé conformément au deuxième alinéa de l'article 33 du Le décret N°2-12-349 du 08 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics, le délai d'approbation visé au premier alinéa ci-dessus est majoré d'autant de jours acceptés par l'attributaire du marché.

Si la notification de l'approbation n'est pas intervenue dans ce délai, l'attributaire est libéré de son engagement vis-à-vis du maître d'ouvrage. Dans ce cas, mainlevée lui est donnée de son cautionnement provisoire.

Lorsque le maître d'ouvrage décide de demander à l'attributaire de proroger la validité de son offre, il doit, avant l'expiration du délai visé à l'alinéa premier ci-dessus, lui proposer par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par tout autre moyen de communication donnant date certaine, de maintenir son offre pour une période supplémentaire ne dépassant pas trente (30) jours. L'attributaire doit faire connaître sa réponse avant la date limite fixée par le maître d'ouvrage.

En cas de refus de l'attributaire, mainlevée lui est donnée de son cautionnement provisoire.

ARTICLE 11 : DELAI D'EXECUTION – PENALITES DE RETARD

1. Délai d'exécution

Le délai d'exécution du marché qui résultera du présent appel d'offres est d'une année renouvelable par tacite reconduction pour une durée de **trois (3) années consécutives**.

La durée du marché court à compter du lendemain de la date de notification de l'ordre de service prescrivant le commencement des prestations.

Conformément à l'alinéa 3 § 3 de l'article 7 du décret 2-12-349 du 8 Jourmada I 1434 (20/03/2013), la non reconduction du marché donne lieu à la résiliation. Elle peut être prise à l'initiative de l'une des deux parties du marché selon les conditions suivantes :

- Par le maître d'ouvrage : moyennant à un préavis d'un **mois** qui sera notifié au prestataire du marché reconductible.
- Par le prestataire : ce dernier doit avertir le maître d'ouvrage par lettre recommandée avec accusé de réception, **quatre-vingt-dix (90) jours** avant l'échéance du délai contractuel fixé.

2. Pénalités de retard

A défaut de remise des polices d'assurances au titre de chaque année dans le délai est fixé à l'article 16 du présent CPS, il sera appliqué au prestataire une pénalité par jour calendaire de retard de 1 ‰ (un pour mille) du montant du marché modifié ou complété éventuellement par les avenants.

Cette pénalité sera appliquée de plein droit et sans mise en demeure sur toutes les sommes dues au prestataire.

L'application de ces pénalités ne libère en rien le prestataire de l'ensemble des autres obligations et responsabilités qu'il aura souscrites au titre du présent marché.

Toutefois, le montant cumulé de ces pénalités est plafonné à dix pour cent (10 %) du montant du marché modifié ou complété éventuellement par des avenants.

Lorsque le plafond des pénalités est atteint, le maître d'ouvrage est en droit de résilier le marché après mise en demeure préalable et sans préjudice de l'application des mesures coercitives prévues par l'article 42 du CCAG-EMO.

ARTICLE 12 : NANTISSEMENT

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement, il sera fait application des dispositions de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le dahir n° 1-15-05 du 29 rabii II (19 février 2015), étant précisé que :

- 1- La liquidation des sommes dues par l'Administration, aux termes du présent marché, sera opérée par les soins de **Mr le Président du Conseil de la Région de Fès Meknès** ;
- 2- Le fonctionnaire, chargé de fournir au titulaire du marché ainsi qu'au bénéficiaire des nantissemements ou subrogations les renseignements et états prévus à l'article 8 de la loi n° 112-13 du 29 Rabii II 1436 (19.02.2015), est **Mr le Président du Conseil de la Région de Fès Meknès**.
- 3- Au cours de l'exécution du marché ; les documents cités à l'article 8 de la loi n° 112-13 peuvent être requis du maître d'ouvrage, par le titulaire du marché ou le Bénéficiaire du nantissement ou de la subrogation, et sont établis sous sa responsabilité.
- 4- Lesdits documents sont transmis directement à la partie bénéficiaire du nantissement avec communication d'une copie au titulaire du marché, dans les conditions prévues par l'article 8 de la loi n° 112-13.
- 5- Les paiements prévus au marché seront effectués par **Le Trésorier Régional de Fès** seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du marché.
- 6- Le maître d'ouvrage remet au titulaire du marché une copie du marché portant la mention « exemplaire unique » dûment signé et indiquant que ladite copie est délivrée en exemplaire unique destiné à former titre pour le nantissement du marché.

ARTICLE 13 : DOMICILE DU TITULAIRE

Les notifications du maître d'ouvrage sont valablement faites au domicile élu ou au siège social du titulaire mentionné dans l'acte d'engagement.

A défaut par le prestataire d'avoir rempli les obligations qui lui sont imposées, les notifications qui se rapportant à son marché lui seront valablement faites dans les bureaux de la Région Fès - Meknès.

ARTICLE 14 : ASSURANCES ET RESPONSABILITES

Le prestataire doit adresser au maître d'ouvrage, avant tout commencement des prestations de services, les attestations des polices d'assurance qu'il doit souscrire et qui doivent couvrir les risques inhérents à l'exécution du marché et ce, conformément aux dispositions de l'article 20 du CCAG-EMO, tel qu'il a été modifié et complété.

ARTICLE 15 : NATURE DES PRIX

Conformément aux dispositions de l'article 11 du décret n° 2.12-349, le présent marché est à prix forfaitaire

Les prix du marché reconductible comprennent le bénéfice ainsi que tous droits, impôts, frais généraux, faux frais et d'une façon générale, toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe de la prestation objet du marché.

Conformément à l'article 12 du décret 2-12-349 du 8 Joumada I 1434 (20/03/2013), les prix du marché sont fermes et non révisables durant la durée du marché.

ARTICLE 16 : RECEPTION DU MARCHE

■ Réception provisoire :

La réception provisoire sera prononcée à la signature du contrat assurance en précisant que le Conseil de la Région Fès Meknès a bien souscrit un contrat d'assurance et fera l'objet d'un procès-verbal de réception.

■ Réception définitive :

*1. Une réception **définitive** a prononcé à la fin de chaque année en cas de conformité de l'exécution des prestations.*

2. Une réception définitive du marché à prononcer à l'issue de la durée de ce dernier en cas où le titulaire aurait rempli toutes ses obligations vis-à-vis du maître d'ouvrage ;

ARTICLE 17 : CONDITION ET MODALITES DE PAIEMENT

Le paiement des sommes dues au titulaire au titre du présent marché sera effectué, selon les règles de la comptabilité publique.

Le paiement sera effectué après réception provisoire des prestations objet du bordereau du prix global et la décomposition des prix et sur présentation de factures

Le maître d'ouvrage établit, à la fin de chaque année budgétaire et à la fin de la dernière période du marché reconductible, un décompte définitif à hauteur du montant des prestations réalisées au titre de la période considérée.

Les paiements relatifs au présent marché se feront par virement au compte bancaire du prestataire de service signalé dans son acte d'engagement.

ARTICLE18 : RESILIATION DU MARCHE

En cas de résiliation du marché pour quelque cause que ce soit, il sera fait application des dispositions de l'article 33 du C.C.A.G.-E.M.O.

La résiliation du marché ne fera pas obstacle à la mise en œuvre de l'action civile ou pénale qui pourrait être intentée au titulaire du marché en raison de ses fautes ou infractions.

Si des actes frauduleux, des infractions réitérées aux conditions des prestations ou des manquements graves aux engagements pris ont été relevés à la charge du prestataire, le maître d'ouvrage, sans préjudice des poursuites judiciaires et des sanctions dont le prestataire est passible, peut par décision motivée, prise après avis de la Commission nationale de la commande publique, l'exclure temporairement ou définitivement de la participation aux marchés de son administration.

ARTICLE19 : LITIGES

Conformément à l'article 55 du C.C.A.G.-E.M. O, tout litige entre le maître d'ouvrage et le titulaire du marché, le présent marché est soumis aux tribunaux compétents.

CHAPITRE II : DISPOSITIONS GENERALES SPECIFICATIONS

TECHNIQUES

ARTICLE 20 : ASSURANCE D'INCENDIE

Conformément aux dispositions en la matière du code des assurances, la garantie contre les incendies et explosions couvre l'ensemble des bâtiments construits (ou en construction) y compris tout aménagement intérieur ou extérieur composant, ou pouvant composer les bâtiments exploités par le Conseil de la Région Fès Meknès et le tout existant dans et aux abords des propriétés du Conseil.

PRIX 1 : ASSURANCE D'INCENDIE DES BATIMENTS

Assurance d'incendie sur la valeur des bâtiments (Siège & Annexe) construits et couverts en matériaux durs, à usage du Conseil de la Région Fès Meknès.

✓ Le plafond de garantie pour ce risque est de [42.000.000,00] DHS

Ce prix rémunère au forfait

PRIX 2 : ASSURANCE D'INCENDIE DU MOBILIER ET MATERIEL DE BUREAU

Assurance d'incendie sur l'ensemble et la généralité du mobilier et matériel de bureau, se trouvant ou pouvant se trouver dans les bâtiments (Siège & Annexe) exploités par le Conseil de la Région Fès Meknès.

✓ Le plafond de garantie pour ce risque est de [8.000.000,00] DHS

Ce prix rémunère au forfait

PRIX 3 : ASSURANCE D'INCENDIE DU MATERIEL INFORMATIQUE, TECHNIQUE ET ELECTRONIQUE

Assurance d'incendie sur l'ensemble et la généralité du matériel informatique, technique et électronique, se trouvant ou pouvant se trouver dans les bâtiments (Siège & Annexe) exploités par le Conseil de la Région Fès Meknès.

✓ Le plafond de garantie pour ce risque est de [2.000.000,00] DHS

Ce prix rémunère au forfait

ASSURANCE DE RESPONSABILITE CIVILE

PRIX 4 : ASSURANCE DE RESPONSABILITE CIVILE

Conformément aux dispositions en la matière de code des assurances, le prestataire garantit le Conseil de la Région contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir en raison des dommages causés aux tiers et résultant de plusieurs facteurs tels l'action du feu, du gaz ou d'électricité, dans toutes leurs manifestations à savoir, l'explosion de l'atmosphère, l'effondrement des ouvrages ou construction, l'intoxication, l'écrasement ou d'étouffements provoqués par des manifestations qu'elles qu'on soit la cause, des biens mobiliers, de l'aménagement et l'entretien des voies publiques ou leur encombrement, des cérémonies, concours et fêtes organisées.

Dommages : [50.000,00] DHS

Ce prix rémunère au forfait

Bordereau du prix global

Appel d'offres N°62/RFM /2019 RELATIF A :
**Assurance incendie et responsabilité civile des locaux et des matériels (siège et annexe) du Conseil
de la Région Fès Meknès**

N° Prix	Désignation	Prix forfaitaire
1	Assurance incendie et responsabilité civile des locaux et des matériels (siège et annexe) du Conseil de la Région Fès Meknès	

Fait à Le
Cachet et signature de concurrent

Décomposition du montant global.

Appel d'offres N°62/RFM /2019 RELATIF A :

**Assurance incendie et responsabilité civile des locaux et des matériels (siège et annexe) du Conseil
de la Région Fès Meknès**

N° Prix	Désignation des prestation	Quantité forfaitaire	Prix forfaitaire	Total
1	ASSURANCE D'INCENDIE DES BATIMENTS	F		
2	ASSURANCE D'INCENDIE DU MOBILIER ET MATERIEL DE BUREAU	F		
3	ASSURANCE D'INCENDIE DU MATERIEL INFORMATIQUE, TECHNIQUE ET ELECTRONIQUE	F		
4	ASSURANCE DE RESPONSABILITE CIVILE	F		

Fait à Le

Cachet et signature de concurrent

MARCHE N°..... / 2019

Marché relatif à :

Assurance incendie et responsabilité civile des locaux et des matériels(seige et annexe)du Conseil de la Région Fès Meknès

Le présent marché est arrêté en lettre et en chiffre au Prix Total:

En chiffres :....

En lettres :.....

Dressé par :  09 Octo 2019	Vérifié par  Chef de la division des Affaires Juridiques et Financières  Abdelaziz KORCHI EL OUARIAGLI 11 Octo 2019
Le Titulaire :	Le Maître d'Ouvrage :  Pour le Président et P.O Directeur Général des Services P.I  Adnane ZERROUKI 15 Octo 2019
Visé par :	Approuvé par :